



Avenir du Département de l'Économie et de la Cohésion Sociale (DECS) de DIDL et de ses correspondants en Directions Régionales (DRT) de la Caisse des dépôts

Les organisations syndicales interpellent la Direction !

Les organisations syndicales représentatives de l'Établissement public : CGT, CFDT, CGC, UNSA et SNUP demandent de la transparence sur les tractations actuelles entre la Caisse des Dépôts et BPIFrance au sujet des activités du Département de l'Économie et de la Cohésion Sociale (DECS) et de ses correspondants en Directions Régionales.

D'après nos informations, si l'activité de DECS était transférée à BPIFrance, **cela impliquerait en interne la disparition de ce secteur d'activité et c'est un peu plus de 30 personnes qui n'auraient plus d'emploi au siège et un ETP dans chacune des DR. Cette décision aurait en effet également des répercussions sur l'activité de DRT.** En effet, cette activité est ici structurellement articulée depuis l'origine à la recherche de dynamique de développement territorial et de cohésion sociale, ce qui n'est évidemment pas l'objectif des opérations de ce type conduites par la BPI qui au demeurant concernent des flux bien moins importants. Bref, un tel transfert constituerait une perte de substance importante pour l'Établissement public et serait contradictoire avec les principes d'intervention de la BPI.

Les organisations syndicales vous alertent sur l'extrême inquiétude des personnels.

Elles vous demandent de bien vouloir les recevoir le plus rapidement possible et d'inscrire ce point à l'ordre du jour du prochain comité technique national du 16 février prochain.